

CCIR : le match Treuil - De Chalus

À l'heure où nous écrivons, le suspense reste entier. Qui de Gilles Treuil ou de Vianney de Chalus emportera la présidence de la CCI de Normandie ? Laquelle est installée ce matin (18 novembre) dans les locaux de la Chambre de commerce de Rouen. Difficile de se livrer au jeu des pronostics. De ce nous en savons, aucun des deux prétendants ne peut espérer disposer d'une majorité claire. Qui que soit l'heureux élu, il sera permis de s'interroger sur sa représentativité. En dépit d'une vigoureuse campagne de communication, les élections consulaires n'ont pas réussi à mobiliser. En Normandie, la plus forte participation a été enregistrée dans l'estuaire... en deçà de 15 %.

Top départ pour le fonds souverain normand

Premier investissement pour Normandie Participations qui vient d'injecter 150 K€ au capital de la société Malkrys Studio, fabricante de jeux de cartes connectées. Le jeune fonds cher à Hervé Morin a co-investi aux côtés de Go Capital (300 K€), des business Angels normands (137 K€) et de la société Abyss Corp (20 K€). La Région annonce une dizaine d'autres participations à venir.

Caen sur la route électrique

L'agglomération caennaise est pressentie pour accueillir, en 2017, l'un des trois événements territoriaux de l'association Electric Road organisatrice du congrès parisien éponyme. Comme son nom l'indique, celle-ci se propose de « préparer la transition généralisée vers l'électro-mobilité » en milieu urbain (rues électriques) et interurbain (routes électriques), particulièrement pour le transport public et de marchandises.

En données corrigées des variations saisonnières

L'exécrable récolte de 2016 n'impacte pas que les exploitations agricoles. Elle a des conséquences sur tout l'aval. Ainsi, le groupe Senalia, principal stockiste et manutentionnaire de grains sur le port de Rouen, a dû se résoudre à placer 70 de ses collaborateurs en chômage partiel. Une situation inédite en quinze ans d'existence du groupe. En cause, les caprices du climat qui n'ont jamais aussi bien porté leur nom qu'au cours des deux années passées. En 2015, Senalia n'avait jamais vu passer autant de grains dans ses silos. En 2016, le groupe n'en a jamais vu passer aussi peu. Une question agite la filière. Ces inversions (brutales) des courbes deviendront-elles la règle ou resteront-elles l'exception ?

Taxe foncière dans les métropoles normandes

	Foncier bâti*		Foncier non bâti*		Cotisation foncière des entreprises**	
	Taux 2016	Évolution 2015/2016	Taux 2016	Évolution 2015/2016	Taux 2016	Évolution 2015/2016
Caen	53,18	-0,6%	35,03	-0,9%	26,10	0%
Le Havre	54,36	0%	29,35	0%	25,69	0%
Rouen	48,71	+1,4%	30,48	+2,7%	25,30	0%
Moyenne des métropoles hors Paris	42,15	+2,1%	41,80	+0,7%	29,82	+1%

*ville + groupement + département

**ville + groupement

Source : Observatoire SFL-FORUM

prf

Mouvements

Vincent Laudat soutenu par le Medef et la CGPME a été élu à la tête de la CCI Seine Mer Normandie en remplacement de Claude Guez.



Michel Collin est reconduit à la présidence de la CCI Caen Normandie.

Jérôme Tredan (IEP Paris), ancien d'Arthur Andersen et de Microsoft, intègre l'état-major de Saagie (Rouen) au poste de vice-président. Lire aussi en page 2.

Vincent Kauffman directeur régional adjoint de l'ARS Normandie, est officiellement chargé d'assurer l'intérim en attendant la nomination d'un(e) successeur à Monique Ricomes, partie pour Lille.

Au sommaire

Dossier
Caen. Areva est parti mais Archade bouge encore

Affaires publiques
Comment la Normandie a décroché

Portrait
Paul Lhotellier

Club select pour innovation ouverte

Il est la copie conforme de celui fondé à Paris par les cadors du CAC 40. Toutes proportions gardées. Le club Open Innovation Normandie a été lancé en juillet 2015 par une petite poignée d'entreprises qui pèsent dans le paysage économique de la Normandie de l'Ouest : Agrial, Depestele, Legallais, Ipdia... etc.

Comme son aîné parisien, il vise à développer des relations et des projets entre des grands groupes et des ETI normandes plus ou moins bien préparés à la révolution digitale et des start-ups françaises et européennes déjà dans l'ère du 4.0.

On y parle réalité augmentée, big data, objets connectés, bonnes pratiques...

Nota : le slogan est « think out of the box » ou innover hors cadre dans la langue de Molière.

« 100 % pratique »

Ici pas de figures imposées, ni de com' tous azimuts. L'esprit tient plus du Hackathon que du pôle de compétitivité. Du reste, le club n'a pas de statut juridique (et

n'en veut pas). Il fonctionne de manière informelle au travers d'appels à projets et de rendez-vous réguliers. Objectif : « **rester 100 % pratique et opérationnel** ».

Autre signe particulier, n'y est admise que la fine fleur des états-majors : PDG, DG ou directeurs (trices) de site.

Nota : Eric Lesage, directeur de la R & D, chez Agrial, fait fonction de président. La Miriade assurait l'intendance, elle a transmis le flambeau à l'ADN.

Combien de divisions ?

Manifestement, la mayonnaise a pris. En un peu plus d'un an. Les neuf membres fondateurs ont été rejoints par une trentaine d'autres dont DCNS, Faurecia, Degrenne, Isigny Sainte-Mère...

Fusion des régions oblige, le cercle s'est élargi à l'Est avec l'entrée en piste de Celec, de Sidel ou d'Arkema.

Pour ceux que cela intéresse : ce club aussi discret que select est tout de même doté d'un site où il est possible de s'inscrire moyennant la signature d'une charte d'adhésion : normandieopeninno.fr

Arnaud Muller est cousu d'or

On le savait en chasse depuis cet été. Pari réussi. Le rouennais Arnaud Muller, chantre de la démocratisation du big data et fondateur de Saagie -ex Creative Data- vient de finaliser une importante levée de fonds de 4,2 millions d'euros auprès d'un pool d'investisseurs composé de Cap Horn Invest, Bouygues, de la BNP, de la Matmut et de NFactory

(l'accélérateur nouvellement créée par Jean-Louis Louvel et Alexandre Martini). Une excellente nouvelle pour cette entreprise en forte croissance. Et pour Seine Innopolis dont Arnaud Muller a été le premier locataire. À l'époque, l'intéressé n'occupait qu'un minuscule bureau. Aujourd'hui, certains promettent à Saagie un destin de licorne.

La dépollution fait les (bonnes) affaires de Valgo

Il vise 100 millions de chiffre d'affaires en 2020. Le groupe Valgo, connu en Normandie pour avoir repris l'ex-raffinerie Petroplus à Petit-Couronne, tire profit de la pression immobilière en périphérie des grandes villes. « **L'enjeu autour de la dépollution et de la réhabilitation des fonciers en friche grandit** » constate son PDG François Bouché. De fait. L'entreprise, qui a terminé l'année 2015 sur une croissance de 40 %, finalise une campagne de recrutement de 70 personnes dont la moitié pour renforcer son pôle d'innovation des Couronnes. Un site où elle se fait fort « **d'illustrer à grande échelle son modèle « 3D » de Déconstruction, Dépollution et Développement de friches industrielles** ».

Défaillances, ça va mieux mais...

Longtemps restée lanterne rouge pour le nombre de défaillances d'entreprise, la Normandie respire. Redressements et liquidations judiciaires y ont reculé de 17 % au cours des six premiers mois de 2016, selon le cabinet Altares. La tendance est conforme à la moyenne nationale, quoiqu'un peu plus soutenue ici.

Reste un point préoccupant, l'augmentation de la sinistralité des exploitations agricoles (+ 14 % pendant l'été en France dont la moitié d'élevage laitier). C'est d'ailleurs aussi dans l'agriculture que l'on trouve l'une des plus grosses défaillances normandes du premier semestre : celle du négociant seinomarin en céréales Van Hulle (Mortemer - CA 57 M€).

Panade informatique sur les fonds européens

Nouvelle guigne digitale pour l'État. Après le désastre Louvois du nom du logiciel de paie de l'armée, c'est au tour du logiciel de gestion des fonds européen de connaître des ratés.

Ce nouveau système national d'information, qui répond au nom de Synergie (sic), se révèle en effet incapable de transmettre à Bruxelles les certificats de dépenses des bénéficiaires du Feader, le fonds pour l'agriculture.

Conséquence : les Régions, devenues autorités de gestion, se voient dans l'impossibilité de verser leur dû aux intéressés. Lesquels se retrouvent donc sans le sou, pour ne pas dire sur la paille.

Ainsi pour la seule Normandie, ce sont trente millions d'euros qui manquent à l'appel en cette fin d'année... alors même que le monde paysan traverse une passe difficile.

Le coup de la panne

Depuis plusieurs semaines (encore dernièrement mi-octobre), Hervé Morin et ses pairs mettent la pression sur le gouvernement pour que le problème soit réglé au plus vite. Las !

Le Commissariat général à l'égalité des territoires vient de les informer que « **des tests du système d'information devaient être réalisés pendant plusieurs mois avant qu'une demande de paiement fiabilisée ne puisse être transmise à la commission européenne** ».

En d'autres termes, la plaisanterie risque de durer encore un moment. Et tant pis pour les exploitants agricoles qui comptaient sur cet apport d'argent frais pour soulager

des trésoreries que la mauvaise récolte 2016 a laissé exsangues (confer en page 2 l'article sur les défaillances).

Nota : le bug touche toutes les régions mais c'est un problème franco-français. Transmis à ceux qui seraient tentés d'incriminer la bureaucratie bruxelloise.

Vite, un choc de simplification !

Pour François-Xavier Priollaud, vice-président Europe de la Région, cet incident met en lumière les incohérences de la régionalisation des fonds structurels. « **Cela devient une usine à gaz. Il faudra en tirer les conséquences pour aller vers une décentralisation plus aboutie et plus efficace** » s'agace-t-il au téléphone depuis l'Iran où il est en voyage d'affaires avec Hervé Morin. En clair, l'État a confié les rênes aux Régions mais ne leur a pas laissé la bride sur le cou.

Le maire de Louviers est d'autant plus marri que la Normandie a, pour sa part, mis les bouchées doubles. Elle a été la première Région française fusionnée à enclencher la révision de ces deux programmes de développement ruraux (ou PDR) en vue de n'en faire qu'un. « **La commission européenne a reconnu que nous étions précurseurs** » insiste-t-il. Dommage qu'un pépin informatique vienne doucher ces ardeurs.

Nota : Clotilde Eudier, vice-présidente en charge de l'agriculture devait recevoir hier (10 novembre) le président de l'agence européenne des paiements en tournée en France pour évaluer l'ampleur des difficultés dues à « Synergie ».

Rouen : Daniel Havis referme les portes du Palais

Est-ce la fin de l'histoire d'amour entre Rouen et sa mutuelle ? En tout cas, c'est une mauvaise nouvelle pour la métropole en quête d'un renouveau touristique. À la surprise générale, Daniel Havis a donc annoncé, mercredi matin à Paris, que la Matmut tirait un trait sur son ambitieux projet de palais des Congrès. Exit donc le somptueux ensemble immobilier à 80 millions d'euros qui devait être signé d'une diva de l'architecture : Jean-Michel Wilmotte.

À la veille de lancer les travaux de gros œuvre, le groupe mutualiste a refait ses comptes. Et le verdict est sans appel : impossible d'espérer un retour sur investissement à court et moyen terme.

Argument invoqué : l'agglomération rouennaise serait trop peu attractive. « **Pas de train, pas d'avion et des difficultés sur la route. On ne pouvait pas rentabiliser**

un tel équipement » explique-t-on sans prendre de gants dans l'entourage du président. Pour l'instant, il ne semble pas question de revendre l'ancienne école normale achetée au Département de Seine-Maritime. Son propriétaire lui cherche un nouveau destin. Hôtel, restaurant, logements... ou les trois ? Plusieurs projets seraient à l'étude sans qu'aucun soit encore gravé dans le marbre.

Nota : certains édiles rouennais redoutent que le changement de gouvernance de la mutuelle et l'arrivée d'un « horsain » à la direction opérationnelle ne la conduise à être moins prodigue à l'endroit de son berceau historique. Le fait qu'elle investisse au capital de Saagie (lire en page 2) devrait néanmoins contribuer à les rassurer. Les liens restent solides.

Caen : le projet Archade 2 bouge encore

Areva ayant jeté l'éponge trop occupé à cautériser ses plaies, la deuxième phase du projet Archade - et la plus ambitieuse - a bien failli être abandonnée. Avec elle, se serait évanoui le rêve d'industrialiser, à un jet de pierre du Ganil, le premier appareil commercial de carbonothérapie pour le traitement du cancer. Le projet a été reconfiguré avec une capitalisation en deux étapes. Il devrait prochainement faire l'objet d'annonces.

Au départ est une ambition portée par la communauté scientifique et politique caennaise. L'objectif est à la fois très simple et très compliqué. Il s'agit de tirer parti du formidable potentiel de l'agglomération en physique nucléaire et radiobiologie pour développer le tissu économique et médical du territoire.

L'angle d'attaque est choisi à la faveur d'un appel d'offres de l'État, ce seront les nouvelles techniques de radiothérapie pour le traitement du cancer à base d'ions légers -protons et carbone- sur lesquelles travaillent le Ganil et son « petit frère » le Spiral 2 (inauguré il y a peu par François Hollande).

Un feuilleton à épisodes

De là naît le programme Archade, acronyme d'Advanced Resource Center for Hadrontherapy in Europe. Lequel comporte deux projets en un. Le premier revient de loin mais il sort de terre : c'est un centre de soins et de recherche en hadronthérapie (voir ci-dessous et ci contre).

Le second, en revanche, tient du feuilleton à rebondissements. Pourtant en 2014, la Région Basse-Normandie qui mène la danse croit avoir décroché la timbale.

Laurent Beauvais conclut un accord inespéré avec Areva. Le groupe français est prêt à prendre la tête de la nouvelle société « Normandy Hadronthérapie » aux côtés du belge IBA, leader mondial de la protonthérapie et partenaire de la première heure d'Archade.

Un prototype et une filière

Normandie Hadronthérapie a un double objet social Double et ambitieux (trop peut-être ?).

En un : construire à Caen le prototype d'un accélérateur utilisable en routine par des centres hospitaliers capable de délivrer à la fois des protons et des ions carbone pour le traitement du cancer.

En deux : développer dans l'agglomération une filière industrielle autour de cette machine qui répond au doux nom de C400. Mise de départ : autour de cinquante millions d'euros.

Scénario idéal

À première vue, tout roule comme sur des roulettes. IBA apporte dans la corbeille de mariage les plans détaillés de ce synchrocyclotron de sept mètres de diamètre, cinq fois plus petit en taille que les monstres intransportables conçus ex nihilo par une poignée de « savants fous » à travers le monde à des fins de recherche.

Areva amène de son côté du capital et son savoir-faire industriel. Ô joie ! L'affaire semble entendue et la Région boit du petit-lait tout en se gardant de fanfaronner. On est jamais trop prudent.

Areva tourne casaque

De fait. Fin 2015, les déboires du géant français de l'atome viennent doucher les espoirs. Confronté aux problèmes que l'on sait, le groupe aux pieds d'argile abandonne Archade en rase campagne. C'est un retour à la case départ. Depuis le printemps dernier, la SEM

Protonthérapie et Carbonothérapie, mémo

- La protonthérapie est considérée comme le traitement de radiothérapie le plus avancé et le plus ciblé contre le cancer en raison de sa distribution de doses supérieures et de ses effets secondaires limités.

Les protons déposent en effet la plus grande partie de leur énergie réelle dans une plage

contrôlée avec précision. Ils agissent directement à l'intérieur de la tumeur en épargnant les tissus sains environnants.

- Les ions carbone possèdent les mêmes caractéristiques physiques que les protons, mais sont également dotés d'un effet radiobiologique supérieur par

rapport aux photons. À la clef : une diminution des dommages collatéraux à l'organisme et une réduction sensible de la durée du traitement. Des chercheurs japonais viennent en effet de démontrer qu'il est possible de soigner certaines tumeurs en une seule séance.



Caen : Archade 2 bouge encore (suite)...

Saphyn, portée par les collectivités, a été reçue mandat IBA de reconstituer le tour de table financier de Normandy Hadronthérapie avec de nouveaux partenaires. Pour Christophe Le Foll, son secrétaire général, une issue positive est en vue. « **À ce jour, nous avons réuni vingt millions d'euros qui devraient suffire à lancer le projet dans une première phase** ».

L'idée est en quelque sorte d'amorcer la pompe avec un prototype semi-fini du C400 puis de procéder à une seconde levée de fonds avec des investisseurs qui ont besoin de voir pour croire.

En clair, le projet est remis sur les rails avec ou sans Areva. Et Caen peut à nouveau se rêver en pôle majeur de la radiothérapie de demain.

Nota : détail qui n'en est pas un. Archade a survécu à l'alternance politique. En son temps, Laurent Beauvais avait sué sang et eau sur le dossier. Hervé Morin a pris le relais à sa suite. Le contraire eut été dommage.

Le bijou de Baclesse

Il n'existe pour l'instant que deux centres anti-cancéreux en France qui disposent d'un Cyclotron à usage médical permettant de produire des rayonnements proton. Orsay qui est équipé d'un appareil de première génération et Nice qui a pris livraison l'été dernier d'un Proteus One, blockbuster du groupe belge IBA (Ion Beam Applications) devenu en trente ans le leader mondial de la protonthérapie.

C'est pour loger cette même machine à vingt millions d'euros que la société Cyclhad*, construit à Caen un bâtiment juste au voisinage du centre Baclesse à qui seront confiées les clefs une fois le chantier terminé.

L'endroit, qui devrait être pleinement opérationnel en 2018, abritera à la fois un centre de recherche

et un centre de soins. Rappelons que la protonthérapie, moins traumatisante pour l'organisme que la radiothérapie conventionnelle à base de photons, est particulièrement indiquée pour le traitement de certains cancers : ceux de l'enfant et de l'œil notamment. Cette thérapie a aussi obtenu de remarquables succès dans le traitement des tumeurs au cerveau et à la colonne vertébrale.

Mais il se pourrait fort que l'on lui découvre de nouvelles vertus. Ce qui est précisément l'autre objet du centre caennais.

* actionnariat de Cyclhad : IBA, Saphyn, Unea, Centre François Baclesse, Diser, Gayam, Neptissimo, Financière de l'Intendance.

2003-2014 : comment la Normandie a décroché

Plus de chômage, moins d'emplois, moins de richesse, moins de croissance... Comment et pourquoi la Normandie, moins dynamique que les autres régions avant la crise, a-t-elle également plus souffert de la crise de 2008 et moins bénéficié de la reprise ?

L'étude que l'INSEE Normandie consacre à la crise permet de mesurer ses effets sur une période longue (2003 – 2014), et de comparer la Normandie aux autres régions de province.

Avant la crise, la Normandie, si elle crée des emplois (+30 500 entre 2003 et 2007), le fait cependant à un rythme moins soutenu que les autres régions (8e sur 12). De même, la crise a plus fortement touché la Normandie pour les pertes d'emplois (3e sur 12).

Conséquence : elle a été la dernière à profiter de la reprise intervenue en 2010-2012. Les chiffres sont édifiants. Depuis 2007, ce sont 41 500 emplois qui ont disparu, soit un solde de 11 000 emplois perdus entre 2003 et 2014 alors que l'emploi augmentait de 3,9 % en province. La Normandie est ainsi une des cinq régions françaises qui enregistre une diminution des emplois sur cette période.

Les malheurs d'une région industrielle

Première région pour la part de l'industrie dans la valeur ajoutée en 2014 (et troisième si l'on considère les emplois), la Normandie est également celle où la part du

tertiaire dans la richesse produite est la moins élevée. Cette structure explique sa faible croissance en début de période, en raison des pertes d'emplois subies dans l'industrie depuis les années 80.

Durant la crise, c'est le très fort décrochage du tertiaire, dès 2008 - une particularité normande - qui explique l'écart avec les autres régions de province, où la valeur ajoutée tertiaire reste quasi stable.

Après 2012, les pertes d'emplois en Normandie sont générées principalement par l'industrie et la construction, et l'écart avec les autres régions s'explique par un plus faible dynamisme du tertiaire, une baisse légèrement plus prononcée de l'emploi industriel et des pertes plus fortes dans la construction.

La force d'une région industrielle

Plus encourageant. L'étude montre aussi que l'industrie normande demeure solide et dynamique. « **Elle a été remarquablement résiliente durant la crise** » constate l'Insee. À preuve, la valeur ajoutée, qui progressait à un rythme moindre avant la crise, s'est redressée plus rapidement, dès 2009.

Depuis 2010, elle augmente même plus fortement que dans les autres régions (+1,4 % par an versus 0,3 %). L'automobile, l'aéronautique, le raffinage, l'énergie et la pharmacie contribuent à cette dynamique favorable.

* *La Normandie à travers la crise, INSEE Dossier Normandie n° 2, novembre 2016*

Les urgences sans urgentistes, ça soigne dit l'ARS

Marisol Touraine suit de très près cette expérimentation qui pourrait faire école dans d'autres hôpitaux. Depuis mars dernier, les services d'urgence des centres hospitaliers de Valognes (50) et d'Aunay-sur-Odon (14) sont fermés et remplacés par des centres de consultations médicales sans rendez-vous ouverts dix heures par jour.

Objectif : pallier le déficit d'urgentistes et désemboliser les services d'urgence de Cherbourg et de Caen

noyés sous la « bobologie », au détriment des « vraies » urgences. Et ça marche, affirme l'Agence régionale de santé qui accompagne et évalue cette solution alternative.

En quatre mois, ces deux « centres de soins non programmés » (c'est la formule consacrée) ont reçu pour celui de la Manche 1 400 patients et pour celui du Calvados 1 600 avec une durée moyenne de prise en charge comprise entre une heure et une heure et demie.

« **Elle est relativement réduite par rapport à un service d'urgences classique** » se félicite l'ARS. En outre, seulement 1 % des patients qui se sont présentés ont été redirigés vers des services d'urgences.

L'Agence régionale de santé en déduit donc que l'expérience doit être poursuivie. Elle n'exclut pas de l'étendre à d'autres hôpitaux normands dans le cadre du futur Plan régional de santé, alias PRS2.

L'avenir de la chimie est dans le pré

L'émirat pétrochimique de la Basse Seine serait-il en train de faire son outing ? C'est peut-être aller un peu vite en besogne mais il est des détails qui ne trompent pas.

L'Union des industries chimiques de Normandie vient de nommer une chargée de mission « 100 % chimie du végétal » (Laure Tankéré de son nom).

Une nomination qui fait écho à l'appétence de plus en plus marquée des entreprises normandes pour la chimie par les plantes.

Cette évolution est attestée par une enquête menée par l'UIC auprès de sa petite centaine d'adhérents. 87 % d'entre eux déclarent que la chimie du végétal constitue un axe de développement.

Nota : le taux de réponse au questionnaire envoyé par l'Union est de 80 %. C'est beaucoup et c'est un autre signe d'intérêt.

Un écosystème favorable

Même si la biomasse n'y représente encore que 10 % de la matière première utilisée, la Normandie abrite un écosystème favorable comme le montre cette étude.

Toute la chaîne de valeur y est présente depuis les agriculteurs, jusqu'aux distributeurs en passant par les entreprises qui réalisent la

première transformation de la biomasse, celle qui extrait les intermédiaires et naturellement celle qui la formule pour la transformer en produits finis.

En clair, le territoire a tout ce qu'il faut où il faut pour prendre le virage de la chimie du végétal... pour peu que les acteurs normands parviennent à se mettre en réseau.

Entreprises, laboratoires, agriculteurs... fonctionnent encore trop en silos.

Du champ à l'usine

« Avec la méconnaissance du potentiel de la chimie du végétal, c'est l'un des principaux freins que nous avons identifié » confirme Laure Tankéré.

C'est précisément ce qui a conduit à la création, il y a quelques mois, d'un comité de pilotage qui réunit l'UIC, la Dreal, la Direccte, l'Ademe, Nov&atech et l'ADN. Parmi les pistes étudiées, le développement du bio-sourcing. Le potentiel existe. Sur les 52 molécules d'avenir identifiées par le pôle de compétitivité IAR, au moins quatre sont disponibles en abondance en Normandie. Reste à les faire passer du champ à l'usine.

Nota : aujourd'hui 48 % de la biomasse utilisée par l'industrie régionale est importée.

Des vertus de l'anticipation

C'est en quelque sorte le troisième étage de la fusée imaginée par Hervé Morin pour recoudre plus solidement le tissu des entreprises normandes.

Après l'ADN et la mission attractivité, l'ancien ministre de la Défense devrait lancer d'ici la fin de l'année une autre mission vouée cette fois à « l'Intelligence économique ». Selon nos informations, son équipe est quasiment au complet. Elle sera placée sous l'autorité d'Amine Hamouche, directeur du développement économique.

Objectif (résumé) de ladite mission : anticiper les mutations de l'environnement pour mieux s'en saisir.

La Normandie ne part pas de zéro. Dans les années 90, elle avait été l'une des premières régions à se doter d'une stratégie sous l'impulsion du préfet Rémy Pautrat que la liquidation de Moulinex avait traumatisé.

L'intéressé était persuadé que ce désastre social (6 000 emplois supprimés) aurait pu être évité avec une meilleure anticipation de l'évolution du petit électro-ménager.

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE EN NORMANDIE

<p>CAHIER ÉCONORMANDIE DANS VOTRE QUOTIDIEN</p>  <p>TOUS LES MARDIS</p>	<p>RUBRIQUE ÉCONOMIE PARIS-NORMANDIE.FR</p>  <p>TOUS LES JOURS</p>	<p>NEWSLETTER ET NOS ALERTES ACTU</p>  <p>TOUS LES JOURS</p>	<p>LA LETTRE ÉCONORMANDIE</p>  <p>TOUS LES VENDREDIS</p>
--	---	--	---

ET TOUTE L'ANNÉE LA BASE DE DONNÉES SUR ECONORMANDIE.PARIS-NORMANDIE.FR ET DANS LE GUIDE

Paul Lhotellier

Des racines et des ailes

PDG du groupe Lhotellier Ikos (Blangy-sur-Bresle 76)

Il n'est pas homme « à faire beaucoup de mousse avec un petit peu de savon ». « Un atavisme » explique-t-il. Pourtant, l'impétrant pourrait trouver matière à y penser en se rasant.

Non seulement, son petit groupe familial (1 300 emplois tout de même) de TP et d'environnement, parvient à se ménager une place au milieu d'un aréopage de majors musculeuses - Veolia, Eiffage et consorts- qui n'épargnent pas la concurrence. Mais il vient de décrocher un contrat XXL en Inde : plus de 90 millions d'euros pour traiter les déchets d'une ville d'un million d'habitants.

Record toutes catégories pour l'entreprise fondée par son arrière-grand-père. Pour autant, le descendant se garde bien de fanfaronner. Ce n'est pas le genre de la maison. « Ce sont des contrats tremplin qui peuvent aussi vous envoyer dans le mur » rappelle-t-il en connaisseur. On est comme ça chez les Lhotellier, aussi peu enclins « à faire des coups » même lorsque les marges sont à marée basse- qu'à rouler des mécaniques. De fait. Le



polytechnicien formé à Montréal aurait pu céder aux lumières de la ville (Rouen ou Amiens). Après tout n'a-t-il pas triplé l'effectif et propulsé la boîte au rang d'ETI ? Le rejeton a préféré conserver le QG historique de la Bresle pour préserver un système racinaire et la culture inculquée par ses aînés. « On construit oui, mais toujours avec une notion de durabilité et dans le respect des hommes ». Façon de rappeler que d'autres n'ont pas les mêmes égards.

A contrario, le « petit » Paul aurait aussi pu être tenté de s'endormir sur les lauriers plantés par les trois générations précédentes comme bien des héritiers avant lui. Il a évité cette ornière, confirme un ancien cadre qui a connu père et fils : « Il a une idée par semaine au point qu'il est parfois difficile à suivre ».

« Une entreprise familiale est piègeuse par le sentiment de sécurité qu'elle peut procurer » théorise l'intéressé en écho. Lui explique s'être toujours gardé de ce syndrome de l'édredon. Un mantra que le méga-contrat indien va lui donner l'occasion de mettre à l'épreuve.

Agenda

Vendredi 18 novembre

Installation de la nouvelle CCI de Région (à 9h).

Lundi 21 novembre

- Caen, Hôtel d'agglomération, 10h. Session plénière de la Région.

- Deauville, Villa Le Cercle, 19h. Première soirée des ambassadeurs organisée par la Mission Attractivité.

Du 28/11 au 02/12

8ème rencontres de l'international en Normandie (contact CCI).

Mardi 22 novembre

Rouen, Maison de l'architecture, 19h/21h. Rencontres Bois to Business. Rendez-vous d'affaires.

Mardi 29 novembre

Évreux, Fac de droit, 9h30/17h. Journée d'échange autour des droits de la personne en situation de handicap.

Lu cette semaine

Actu Environnement (14/11)

« Lancement d'un observatoire pour développer

... les énergies marines ». Le cluster français l'a lancé le 9 novembre. Son objectif est de fédérer les soutiens à la filière des EMR « au-delà des climats politiques et de contribuer à construire un consensus national ».

Libération (14/11)

« Bruno Le Maire : le pari raté de l'outsider »

Dans son équipe, on a fondé de grands espoirs sur le ralliement d'Hervé Morin. Grâce à ce soutien, le candidat espère avoir élargi sa base électorale ce que les sondages ne confirment pas.

La Tribune (15/11)

« Vitis veut convaincre les villages de passer à la fibre »

Ce nouvel opérateur dédié à la fibre optique ne s'intéresse qu'aux zones moins denses. Il compte signer avec Axione et Altitude ce qui pourrait lui permettre d'accéder à un demi-million de foyers notamment dans le Calvados.

Usine Nouvelle (04/11)

« Volum-e investit dans une plateforme de fabrication...

...additive ». Le prototypiste installé à Blangy-sur-Bresle entre en production industrielle avec de nouvelles machines de fabrication additive métallique abritées dans un nouveau bâtiment.

La Lettre EcoNormandie

Adresse : 14 Avenue Aristide Briand, 76000 Rouen
Tél. : 02 35 14 56 38
Courriel :

lalettre@presse-normande.com
N° ISSN 2425-6684

Abonnement à :
lalettre@presse-normande.com
Cette édition au format PDF :

10 euros.
Président de la SAS et directeur de la publication :
Xavier Ellie
Rédactrice en chef :
Nathalie Jourdan